



Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT - Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N. 2 MARZO 1991 - 7ème année - Nouvelle série - Expédition abonnement groupe postal 3° (70%)

Reparlons-en

PAR ENNIO PASTORET

Je viens de relire 'Les Valdôtains et leur langue' (A. Betemps, mars 1979, imp. Duc). Entre les autres choses je retrouve une affirmation qui dit: 'Des grandes spéculations se sont faites sur notre dos, des sociétés étrangères viennent chez nous; elles conçoivent nos beaux sites comme un moyen facile de s'enrichir rapidement. Elles achètent pour des prix dérisoires nos terrains, bâtissent selon leurs principes dictés par l'intérêt, vendent aux gros bourgeois de la plaine et s'en vont ailleurs, les poches pleines. Et à nous, les valdôtains, il nous reste le paysage abîmé pour toujours que nos descendants ne pourront ni admirer ni exploiter convenablement pour en faire une ressource légitime de leur vie.'

Ce livre a paru, on l'a déjà dit, en 1979 et à cette époque Betemps et beaucoup d'autres gens pensaient ainsi. Aujourd'hui je me demande: 'Qu'est-ce que c'est passé dans tout ce temps? Est-ce que les problèmes dont Betemps parlait ont disparu? Les choses qu'il disait ne sont-elles plus actuelles?'

Je crois que non. Il me semble, au contraire, qu'aujourd'hui, plus que hier, il serait nécessaire de réfléchir sur ces arguments. Bien sûr la structure économique de notre Pays a beaucoup évolué, de grands changements se sont produits dans notre milieu social. Mais cela ne devrait pas nous empêcher d'avoir le courage, le temps et la volonté de réfléchir sur les thèmes que Betemps évoquait. Mais veut-on encore parler de ces choses? Est-ce que cela nous intéresse? Et encore: serions-nous capables de discuter de nous-mêmes, de notre lâcheté de vie, de l'abandon de notre patrimoine culturel, qui n'est sûrement pas lié aux traditions folkloriques mais qui est plutôt ancré à notre capacité de réfléchir sur la réalité que nous vivons de jour en jour?

Je pose ce problème parce que j'aimerais que l'on reprenne la discussion sur ces thèmes. Je crois que notre Pays pourrait profiter du fait que l'on reparle de notre territoire, de notre culture, de nos espoirs, de notre aptitude à faire face aux problèmes de la société.

J'estime que cela ne se fait plus au moins pour deux raisons que je vais exposer.

La première raison, pour laquelle nous avons perdu notre aptitude à ce type de discussion, est essentiellement due au fait que le modèle de vie de l'homme riche, satisfait et content de lui-même, que nous avons marié, nous a gagnés. L'identification avec la culture des personnages de succès, des magazines, des vitrines et de la société mythique s'est superposée à tous nos sentiments en nous neutralisant. Celui-ci est le signal très grave du manque d'une base culturelle forte, d'une conscience nationale inexistente.

La deuxième raison concerne l'actuelle condition de bien-être de notre Région et, par conséquent de ses habitants. Je pense que cette situation a poussé beaucoup de gens à accélérer, grâce aux moyens économiques accrus, leur identification avec certains modèles de vie. Bref: notre richesse nous a donné le moyen de gonfler nos poches, mais elle a affaibli notre envie et notre capacité de demeurer Valdôtains. Je n'ai rien, en principe, contre le bien-être des gens, mais je considère que cela ne devrait pas empêcher aux individus de conserver leur identité.

L'argent qui a enseveli notre Région a permis la réalisation d'importantes oeuvres et de projets de bon niveau. C'est dommage que cela n'ait pas contribué à fortifier notre identité nationale. Et je voudrais être clair à ce propos, je crois que fortifier notre identité nationale est quelque chose de plus compliqué et complexe de quelques exercices de folklore linguistique ou culturel, très souvent mal réussis. Nous ne pouvons pas nier que les Valdôtains n'ont jamais été si forts au point de vue économique. Mais notre Région est toujours soumise à des tentatives de spéculation. Donc les problèmes que Betemps soulignait, et que j'ai cités, n'ont pas disparu, même si, au cours de ces dernières années, beaucoup de Valdôtains sont devenus, eux mêmes, entrepreneurs. Mais cette gestion autochtone de l'économie n'a pas permis, comme très souvent nous avons souhaité, une égale progression de notre libération socio-culturelle. Pourrions-nous dire que grâce à ces hommes d'affaires valdôtains, qui sont très souvent entrepreneurs grâce à l'aide de l'argent public, le degré de notre auto-détermination s'est arrêté? Il me semble, au contraire, que très souvent ces messieurs se sont identifiés culturellement avec les marchands extérieurs de notre Région plutôt qu'avec les espoirs et les besoins de notre Pays. Ce serait le cas de bien réfléchir sur ces choses. Nous sommes, peut être, déjà arrivés à la réalisation de ce que J.C. Perrin évoquait sur le 'Peuple Valdôtain' n° du 25 novembre 1974. Voilà ce qu'il disait: 'Autrement dit une économie dans les mains d'autochtones qui continuent l'actuelle politique ne serait plus favorable au complet épanouissement de l'ethnie valdôtaine que celle menée par l'actuel colonialisme intérieur. Si la spéculation foncière, si l'industrialisation indiscriminée, si la main mise sur le tourisme que la Vallée d'Aoste connaît de nos jours étaient poursuivies par le capital valdôtain, elle ne seraient pas moins nuisibles à notre ethnie que la spéculation, l'industrialisation et la main mise par le capitalisme étranger.' Quelques années sont passées, mais je crois que ces mots sont particulièrement actuels. Ne pensez-vous pas ainsi?

Sindacato - Regione - Ilva: si decide il futuro della siderurgia valdostana

di F. CURTAZ

Il travaglio della siderurgia sembra non avere fine. Sono ormai più di 10 anni che conviviamo con la crisi di questo importante settore. Una crisi che ha avuto una dimensione mondiale prima ancora che europea e italiana.

Non siamo ancora giunti al termine di questo grande processo di ristrutturazione che non ha precedenti nella storia della siderurgia. Vi sono da definire ancora molti aspetti che riguardano il rapporto tra pubblici e privati e le grandi intese internazionali. E' dunque assai arduo e complesso ragionare compiutamente, oggi, di siderurgia. Ci limiteremo pertanto ad osservazioni che riguardano il caso italiano e, conseguentemente, la situazione delle imprese del settore presenti in Valle d'Aosta.



GLI STABILIMENTI SIDERURGICI DI AOSTA IN UNA FOTO DEL 1958 QUANDO LA COGNE IMPIEGAVA OLTRE 6.000 PERSONE.

I FATTI

Nel 1987 la FINSIDER fu posta in liquidazione ed ebbe inizio un feroce processo di ristrutturazione che, attraverso chiusure o vendite, totali o parziali, di stabilimenti, ha determinato un taglio di occupazione nella siderurgia pubblica di circa il 45% degli addetti. Oggi operano nella nuova realtà societaria ILVA poco più di 47.500 dipendenti.

Anche la siderurgia della Valle d'Aosta ha dovuto convivere e subire le sorti di questo processo di ristrutturazione che aveva l'obiettivo di risanare definitivamente le aziende. La Cogne e la Sadea hanno attraversato un periodo particolarmente delicato e travagliato poiché, nel periodo 1988 - 89, erano ancora inquisite dalla CEE. In conseguenza a ciò esse si trovarono in un periodo di estrema debolezza di fronte al rischio di una possibile chiusura o di un passaggio ai privati.

A distanza di qualche anno possiamo dire, anche con un po' di fierezza, che i rischi testè citati sono stati superati. Grazie all'unità di tutte le forze politiche e

sindacali e all'impegno profuso dall'Amministrazione regionale si sono raggiunti, con l'IRI e con l'allora FINSIDER, gli accordi contenuti nei protocolli d'intesa del 1987 e del 1988. In questi anni si è operato in una situazione di emergenza. Non va infatti dimenticato che solamente dal 1° gennaio 1990 la Cogne è entrata nella nuova ILVA. Questo ha significato la creazione di 3 società distinte, con sede sociale in Valle d'Aosta: la Cogne, la Verres e l'ILVA centrali elettriche.

Va ricordato che il 1990 ha visto la Cogne chiudere il proprio bilancio in pareggio e questo è avvenuto in un anno caratterizzato da forti turbolenze di mercato e di prezzi poco favorevoli. Questo è tanto più significativo se si pensa che il triennio 1987 - 89, periodo in cui si sviluppavano gli eventi descritti, era stato assai favorevole. In quegli anni le siderurgie europee più avanzate nella fase di ristrutturazione e di investimenti avevano potuto incamerare robusti utili che le hanno rese più forti rispetto alla siderurgia italiana e quindi anche della Cogne.

LE PREVISIONI

Il 1990 è stato di segno negativo soprattutto sul versante dei prezzi di mercato. I segnali e le previsioni per il 1991 non sono migliori. L'economia segna un rallentamento generale. Alle difficoltà di alcuni grandi settori come quello dell'auto, tradizionalmente notevole consumatore di acciaio, si è aggiunta la crisi del Golfo. Il 1991 si configura dunque come un anno molto difficile per tutta la siderurgia con turbolenze significative sul mercato ed una improbabile ripresa dei pezzi. Ed è in questa situazione che l'ILVA prima e la Cogne poi hanno presentato i piani strategici per il 1991-94. La Cogne ha inoltre presentato il Budget per il 1997.

IL PIANO COGNE

Il piano Cogne parte dalla considerazione di fondo che lo stabilimento di Aosta stia attraversando una delicata fase

di transizione. La difficile situazione economica, il decremento del prezzo dell'acciaio, in un mercato in tenue espansione, contraddistinto da una elevata competitività di imprese concorrenti, che hanno completato ben prima i piani di razionalizzazione e di investimenti, sono gli elementi che creano alla Cogne le maggiori difficoltà.

Purtroppo il piano contiene una serie di ambiguità e di domande senza risposta soprattutto per quanto riguarda le linee di prodotto e l'assetto definitivo dello stabilimento.

Un'altra contraddizione è rappresentata dal fatto che per il 1991 sono ipotizzati incrementi produttivi pari al 20% mentre è previsto un taglio occupazionale di pari entità.

In sostanza si vuole aumentare la produzione riducendo il personale. Per ridurre i costi viene quindi scelta l'antica via dell'estromissione dei lavoratori.

Il piano prevede infatti un taglio di 288 unità.

segue a pagina 2

segue da pagina 1

LA POSIZIONE
DEL SINDACATO

Di fronte al piano Cogne la prima domanda che ci si deve porre è la seguente: 'E' credibile, prima ancora che accettabile, un piano così concepito?'. La risposta non può che essere: 'No!'.

Questo piano non è nè credibile nè accettabile. Non si possono conseguire gli obiettivi previsti dal piano seguendo solo la strada dei tagli occupazionali.

Partendo da queste considerazioni negative il Sindacato ha richiesto il coinvolgimento dell'Amministrazione regionale per sviluppare un confronto a tutto campo sulla situazione siderurgica e sulla presenza di una grande industria pubblica in Valle d'Aosta. Quella della Cogne non è infatti una questione che riguarda solo i lavoratori dell'azienda, ma l'intera popolazione valdostana. Inoltre l'intervento dell'Amministrazione regionale è legittimato anche dal fatto che esistono i protocolli del 1987 e del 1988 nei quali sono contenuti precisi impegni sia da parte dell'ILVA che da parte dell'IRI.

Il Comitato regionale per i problemi della siderurgia ha intanto elaborato un documento che è stato presentato all'ILVA. In esso sono contenuti i punti fondamentali che dovranno avere risposte adeguate da parte dell'ILVA e dell'IRI.

Vi è innanzitutto da chiarire le questioni delle alleanze. Dopo l'accordo con FALCK del luglio 1990 c'è la necessità di stringere nuove alleanze con l'obiettivo di rafforzare il ruolo produttivo e commerciale dello stabilimento di Aosta. Dai risultati di questi possibili accordi dipenderà la sopravvivenza di alcuni importanti tipi di acciai che vengono oggi prodotti ad Aosta.

Vi è poi la necessità di accelerare e completare gli investimenti già previsti, oltre a provvedere al trasferimento ad Aosta delle unità lavorative previste dal protocollo d'intesa e la realizzazione di nuovi impianti tecnologicamente avanzati.

E' parimenti importante avere risposte positive su tutti gli altri argomenti che sono contenuti nel documento: energia, reindustrializzazione, ricerca e sviluppo, centro elaborazione dati, ambiente, ecologia e sicurezza. Va inoltre predisposto un progetto per razionalizzare lo stabilimento, vanno liberate e bonificate le aree che sono inutilizzate. L'ILVA si deve impegnare a potenziare le funzioni di Marketing e di commercializzazione, versanti sui quali siamo molto deboli rispetto al sistema ed alla concorrenza.

Per quanto riguarda Verres è urgente che si concretizzi la volontà, più volte proclamata, di costruire una società mista tra Regione, ILVA e Poligrafico dello Stato.

Sono questi, in sintesi, i temi all'ordine del giorno nel confronto aperto tra Regione, ILVA e Sindacato. Ci pare che, da un primo incontro avuto con la dirigenza ILVA, non siano emersi elementi soddisfacenti. L'ILVA, al di là di una teorica dichiarazione di intenti riguardante la sua disponibilità di affrontare i problemi, non pare voglia modificare la propria impostazione sugli organici. Inutile dire che questa posizione dell'azienda ci trova in totale disaccordo e che, su questo punto spenderemo tutte le nostre energie. E' necessario che gli organici siano tali da non pregiudicare la capacità produttiva dello stabilimento e, soprattutto, che le condizioni di lavoro restino a livelli accettabili.

Si tratta ora di proseguire il confronto. L'auspicio è che tutte le forze dia il massimo per conseguire il miglior risultato possibile. Una cosa sopra tutte deve essere chiara: il documento elaborato dal Comitato regionale per la siderurgia è vincolante per tutti, a nessuno sarà concesso di cambiare impostazione o di proporre o di accettare degli sconti su quanto richiesto.

F. CURTAZ

La situazione della Cogne: i pareri di B. Albertinelli - R. Borbey - E. Paulon

A CURA di E. PASTORET

Abbiamo sentito, sul problema Cogne, alcuni esponenti del Consiglio di fabbrica. Ecco le interviste con Riccardo BORBEY, Bruno ALBERTINELLI e Ermenegildo PAULON che hanno gentilmente risposto alle seguenti

domande:
1 - Qual'è il contenzioso attuale tra ILVA e la Cogne di Aosta?
2 - Riguardo alla perdita dei circa 288 posti nello stabilimento di Aosta è stato diramato, a cura dell'Amministrazione regio-

nale, un comunicato stampa successivo all'incontro che OO.SS., forze politiche e rappresentanze dell'ILVA hanno avuto, nei giorni scorsi, a Genova. Questo comunicato esprimeva soddisfazione ridimensionando la prospettiva dei tagli occupazionali.

3 - Quali sono, date le attuali prospettive, le strategie che il Sindacato e le forze sociali dovranno mettere in atto nel prossimo futuro per superare la fase

attuale?

4 - Siete sovente a contatto con i lavoratori che operano nell'azienda, qual'è il giudizio che questi ultimi danno riguardo alla situazione attuale

• RICCARDO BORBEY •

1 - Il contenzioso è determinato dal piano che si sta sviluppando. L'azienda ha messo in atto un piano di ridimensionamento che vede la riduzione di 404 addetti: 116 a Sesto S. Giovanni, 146 prepensionabili di Aosta e 142 non prepensionabili sempre ad Aosta. La divergenza esiste sul piano che ci è stato proposto. In questo piano l'azienda prospetta la riduzione degli addetti e desidera, al tempo stesso, aumentare la produzione. Secondo noi questo piano, non sta in piedi. Infatti alle spalle del piano vi sono grossi problemi. Non avendo fatto completamente gli investimenti l'ILVA si trova in una grossa situazione di 'impasse' ed allora si può facilmente capire che l'azienda vuole innanzitutto ridurre da una parte per poter, dall'altra, sanare il bilancio senza, come ho già detto prima, aver completamente realizzato gli investimenti. Questo modo di procedere può pregiudicare il futuro dello stabilimento.

2 - Dopo la riunione di Genova la posizione dell'Amministrazione regionale è cambiata. Inizialmente all'interno del Comitato della siderurgia vi era un fronte unico, di tutte le forze presenti al suo interno, che respingeva il piano dell'azienda. Non era intenzione del Comitato entrare nel merito delle eventuali riduzioni. Erano prima necessari alcuni chiarimenti di fondo riferiti alla situazione generale della Cogne, ed appunto per questo assai significativi ed importanti. A Genova questo tipo di impostazione è cambiato come si poi visto con la diffusione di quel comunicato. Per bocca del suo Presidente l'Amministrazione regionale ha espresso posizioni diverse da quelle del Comitato per la siderurgia. Personalmente ritengo che, al momento attuale, le condizioni per andare a fare un accordo siano molto problematiche.

3 - Le prospettive future sono, a mio avviso, legate ad un assetto dello stabilimento concordato e definito con i dovuti investimenti. Se ciò non si attuerà si giungerà ad un drastico ridimensionamento della Cogne. Pertanto andranno concordati innanzitutto gli investimenti. Quando questi saranno stati oggetto di accordo, e decisi, il Sindacato

potrà allora entrare nel merito di certe riduzioni.

4 - Sono anni che lottiamo per lo stabilimento Cogne ad Aosta. Sono stati conseguiti grossi risultati. Lo stabilimento di Aosta è stato mantenuto. Quando era in fase di chiusura o di svendita esso è stato portato nell'ILVA. Questi furono risultati importanti. Certo che adesso i lavoratori si sentono un po' abbandonati, viste anche le ultime prese di posizione da parte dell'Amministrazione regionale. Dopo le ultime assemblee, e successivamente all'incontro con Zappa, dovremo ritornare con i lavoratori per portarli a conoscenza in modo chiaro di quella che è di quella che potrà essere la situazione dello stabilimento.

• BRUNO ALBERTINELLI •

1 - Il contenzioso riguarda il piano presentato dall'azienda, circa tre mesi fa, che prevede una riduzione di organico attorno alla 400 unità ed un aumento di produzione attorno al 20%. Sorge quindi un problema di mantenimento dello stabilimento. Noi siamo convinti che, con l'adeguamento numerico proposto dall'azienda, c'è il rischio di perdere produzioni significative all'interno della Cogne e quindi di un ridimensionamento futuro superiore a quello previsto nel piano che ci è stato presentato.

2 - L'impostazione che è stata data nell'incontro di Genova è stata abbastanza anomala, nel senso che è stato fatto un ragionamento da una parte di tipo amministrativo e dall'altra di tipo sindacale. Dei 400 posti che si andrebbero a perdere 116 riguardano Sesto S. Giovanni. Sarebbero 288 quelli ridotti all'interno della Cogne. 146 di questi sarebbero i prepensionabili, non ci sarebbe quindi nessun problema sociale. Il prepensionamento riguarderebbe persone nate negli anni 1940-41 che sono ancora in fabbrica che dovrebbero uscire non appena sarà pubblicato il Decreto Legge che li riguarda. Secondo questo comunicato il problema riguarderebbe 142 persone che dovrebbero essere recuperate nel modo seguente: 34 con il discorso del CED, gli altri dovrebbero essere collocati in attività alternative. Ma il problema attuale non è solo quello di salvare i 142 non

prepensionabili. Ripeto: se vanno via all'interno di questo stabilimento ulteriori persone, dal momento che siamo già sotto organico in interi settori di lavorazione, di fronte anche ad investimenti che non sono giunti a termine rischiamo di perdere, con gli impianti attuali, quote di produzione sul mercato. Basterebbe fare un giro all'interno di parecchi reparti per scoprire che: in Finitura, alle Rettifiche, al PRS, nella stessa Fucina, ci sono macchine ferme perchè manca gente. Pertanto il ragionamento è questo: se ne escono 142, al di là del fatto di ricollocarli all'interno o all'esterno della fabbrica, si perdono quote di produzione e questo è un ragionamento che sta passando nella testa di tutti. Se andrà avanti questo concetto forse vi sarà un disegno aziendale per fare accordi internazionali lasciando ad altri quote di produzione, che noi abbiamo adesso, tipo i rapidi e gli utensili, per fare solo acciaio inossidabile. Ma se la Cogne si attesterà solo sull'inossidabile oltre alle 142 persone ne andranno via altre. Ci sarebbe un ridimensionamento totale di vari reparti. Un problema di prospettiva della fabbrica penso sia legato a cose che non ci sono ancora state dette.

3 - La strategia che ci ha visti nell'87-89, non dico vincere, ma tenere abbastanza in termini di organico e di fabbrica, quando la Cogne doveva essere chiusa per decreto CEE nell'89, è stata quella di formare il Comitato della siderurgia, che penso sia l'unico in tutta Italia con la presenza di tutte le forze politiche sia di maggioranza che di minoranza. Questo Comitato, fu in grado di sostenere un confronto con l'IRI e con l'ILVA che permise la sopravvivenza dello stabilimento. Questo, lo ripeto, nell'87 e nell'89 è stato fatto e ha permesso che la Cogne rimanesse aperta, che venissero ripianati i debiti. Penso pertanto che lo stesso ragionamento debba essere fatto adesso. Ci vuole una grossa partecipazione da parte di tutte le forze della Regione, sia di quelle al governo che di quelle all'opposizione, perchè venga mantenuto in piedi questo Coordinamento della siderurgia. E' necessario un grosso collegamento di questo Comitato con i Sindacati proprio per evitare gli incidenti che a

mio avviso sono accaduti a Genova e per portare avanti quel documento che è stato elaborato dall'FLM insieme al Comitato ristretto della siderurgia e che tocca tutti i punti che il sindacato e questo Comitato intravedono come soluzione politica del problema Cogne. E chiaro che bisognerebbe riuscire a riscrivere un protocollo IRI Regione ILVA che stabilisca delle quote di produzione allo stabilimento Cogne e dei volumi produttivi e definisca, in relazione a questi, quali sono gli organici dello stabilimento. Ciò eviterebbe ogni anno che ci si trovi all'interno di questa fabbrica e di questa Regione a discutere di 300-400 persone che se ne vanno.

4 - Un giudizio pessimista. E' dal 74 che si continua a dire che la Cogne deve chiudere o che deve ridimensionarsi. La Cogne è passata da quasi 5000 dipendenti a 1900. Penso che la gente abbia un senso di sfiducia determinato anche da questo ridimensionamento fortissimo che c'è stato all'interno della fabbrica. Bisogna dire che esso non ha toccato aspetti sociali perchè tutta la gente è uscita con i prepensionamenti. Però dove si lavorava in 20 ci si è trovati a lavorare in 10 o addirittura anche di meno e la situazione impiantistica ormai è allo sfacelo. In parte dello stabilimento non vengono più fatte manutenzioni, non vengono più fatti investimenti di un certo tipo. C'è uno anche uno sfi-

cciamento di rapporti tra Direzione, Organizzazioni Sindacali, Capi Settore. C'è un vivacchiare alla giornata da parte di tutti. Queste cose gli operai le sentono sulla loro pelle e quindi c'è un senso di sfiducia. La gente è convinta che questa è la volta in cui la Cogne o avrà un ridimensionamento molto al di sotto delle 1600 unità o addirittura avrà i suoi 4-5 anni di sopravvivenza. Questo è quanto la gente sta dicendo.

• ERMENEGILDO PAULON •

1 - Il problema coincide con la presentazione del piano di previsione aziendale. Ci è stato presentato un piano occupazionale e produttivo dello stabilimento per il 1991 ed in prospettiva per il 1994 che ipotizza un incremento della produzione fino a 190.000 tonnellate e che ci prospetta una riduzione di organico di circa 400 dipendenti nelle aziende del gruppo, vanno riferite allo stabilimento di Aosta 288 persone, essendo le altre di Sesto S. Giovanni. La cosa ci preoccupa perchè riteniamo che il piano 1991 non sia realizzabile. Le nostre preoccupazioni non sono riferite solo alla questione occupazionale, che è comunque uno dei problemi di grande importanza per il Sindacato, ma anche perchè, se alla fine dell'anno, non si raggiungono i budget di produzione, segue a pagina 3

AOSTA
SAVT Tel. 0165/44336
Piazza Manzetti 2

PATRONATO
SAVT Tel. 1065/361019
Piazza Manzetti 2
Da lunedì a venerdì dalle 8,30 alle 12 e dalle 14,30 alle 18,30

Pont-Saint-Martin - Via E. Chanoux 108 (vicino al Bar ROSA ROSA) Tel. 0125/84383
Mercoledì e Sabato dalle 9,00-12,00
Da Lunedì a Venerdì dalle 14,00-16,00
Giovedì pomeriggio chiuso

Verrès - Via Duca d'Aosta, 29 Tel. 0125/920425
Lunedì 9-12/16,30-19,00 - Venerdì 9,00-12,00

Hône - Trattoria Bordet - Giovedì 8,30-10,00

Donnas - Bar Stazione - Venerdì dalle 14 alle 14,30

Châtillon - Via E. Chanoux, 110 - Lunedì 9,00-12,00

Cogne - Bar Liconi - Venerdì 9,00-12,00

Morgex - Via Valdigne, 92, (Casa Bottino) Giovedì 9,00-12,00

Valle di Champorcher 1° e 3° venerdì del mese

Valle di Gressoney 1° e 3° mercoledì del mese

Valle d'Ayas 2° e 4° venerdì del mese.

Adressez-vous aux bureaux du SAVT.

Per ogni pratica assistenziale
Pensioni di tutte le categorie, italiane ed estere. Infortuni e malattie professionali (silicosi, broncopneumopatie, ecc.). Assegni familiari. TBC. Disoccupazione (ordinaria, speciale, lavoratori forestali). Verifica posizione assicurativa. Accredimento contributi figurativi (servizio militare ecc.). Proseguimento volontaria. Ricongiunzione periodi assicurativi. Controllo buste paga e liquidazioni. Dichiarazione dei redditi e pratiche varie.

Rivolgetevi con fiducia presso i nostri uffici che provvederanno a garantire gratuitamente un completo servizio di assistenza e consulenza con la consueta serietà e professionalità.

segue da pagina 2

si corre il rischio di ritrovarsi a discutere ulteriori tagli occupazionali.

Le 197.000 tonnellate di produzione in più rappresentano un incremento del 20% rispetto all'anno precedente, mentre 288 persone in meno rappresentano, a loro volta, il 20% circa di calo nell'organico. Attualmente non vi è stata nessuna modifica né impiantistica né produttiva che possa consentire di aumentare la produzione di 197.000 t. a fronte di un calo occupazionale come quello proposto.

2 - Ci preoccupa il fatto che un amministratore pubblico parli di numeri e non tenga conto dell'importanza politica che ha uno stabilimento come la Cogne in Valle d'Aosta. Questo è l'unico stabilimento dell'area pubblica che rimane in Valle e nel Nord Italia. Uno stabilimento dislocato in mezzo alle montagne ha la sua valenza se mantiene un certo tipo di assetto. Ci preoccupa questa cosa (il comunicato n.d.r.) perché noi pensavamo che la Regione dovesse giocare un ruolo politico. La trattativa in fabbrica è in grado di farla il Sindacato. Noi avremmo avuto la necessità, da parte dell'Amministrazione pubblica di un cappello politico che garantisse l'esistenza dello stabilimento. C'era già in precedenza un protocollo d'intesa che garantiva, a fronte di certi interventi finanziari da parte della Regione, un livello produttivo ed occupazionale. Si trattava di un'intesa siglata nell'87 con IRI e l'ILVA. Riteniamo che l'Amministrazione regionale debba trovare un accordo politico con il quale si vada a garantire la sopravvivenza dello stabilimento. Poi l'accordo sindacale lo farà il Sindacato. Troviamo riduttivo il comunicato diramato dalla Commissione che si era recata a Genova per l'incontro con Gambardella sul piano aziendale.

3 - In precedenza abbiamo fatto un grosso lavoro con la Regione. Attualmente è stato elaborato un documento che si rifà al precedente protocollo d'intesa. Il documento attuale è abbastanza ponderato e tiene conto della situazione in cui si trova la siderurgia. Noi non chiediamo di aumentare l'occupazione o cose strane. Si tratta di un programma ben realizzabile. Sappiamo che è necessario l'intervento finanziario. E chiaro che di fronte a questo ci dovrà essere una garanzia e la firma di un protocollo che garantisca la sopravvivenza dello stabilimento. La Cogne è già stata molto ridimensionata, se si dovesse andare avanti così usciremmo dal mercato. C'è quindi bisogno di finan-

ziamenti, sia di quelli programmati dall'ILVA all'interno dello stabilimento, sia dell'acquisto delle aree libere all'interno dello stabilimento.

4 - A parte la situazione di confusione, la gente si preoccupa. Nonostante il piano di intervento che era stato fatto quando fu deciso che questo era uno stabilimento che poteva essere salvato, ogni anno, l'azienda presenta piani che richiedono riduzioni di organico. Il lavoratore la prima cosa che vede è quella della salvaguardia del posto di lavoro.

Quando si va a parlare con i lavoratori e si prospettano dei piani e si spiega perché l'azienda vuole fare certe operazioni, i lavoratori sono preoccupati.

Teniamo presente che di fronte a questo piano il 50% delle persone che dovranno lasciare il loro posto di lavoro non avrà nessuna copertura.

Non saranno tutti prepensionabili, 142 persone non avranno copertura e dovranno essere collocate in cassa integrazione.

Il calo numerico previsto per la Cogne può significare la chiusura, secondo noi, di questa grande fabbrica. Quindi anche i lavoratori sono preoccupati poiché il ragionamento che essi fanno è che se si vanno a ridimensionare gli organici ciò avviene perché le cose non vanno tanto bene.

Fatti d'annata

di P. BIOLEY

L'anno 1990 è stato denso di avvenimenti importanti che continuano tutt'ora ad influenzare la vita della gente sia a livello mondiale che nella nostra 'Petite Patrie'. Molte persone ci hanno lasciati e molte altre sono ancora, grazie al cielo, tra di noi ed impegnate ad affrontare problemi grandi e piccoli.

Ho seguito con particolare attenzione il dissolversi, come neve al sole, dei regimi comunisti dell'est europeo ed il crollo del muro di Berlino. Ciononostante sulla scena internazionale continua l'opera di Gorbaciov. Non vorrei essere nei panni di quest'uomo rimasto ormai solo a risolvere i gravi guai che affliggono l'Unione Sovietica in seguito al fallimento del comunismo. In questi ultimi tempi ho potuto constatare che la Storia, purtroppo, si ripete con i suoi corsi e ricorsi. Gli errori commessi, e criticati, in passato si ripetono, ne è stato un esempio lampante la guerra del Golfo. Le grandi potenze, che hanno predicato a lungo il disarmo e la pace per un mondo senza più guerre, saranno capaci in futuro di riconvertire le industrie che producono armi sempre più perfezionate e micidiali?

La guerra ha riproposto fortemente un tema che non possiamo dimenticare quello di finan-

Contratto vigilanza

di D. BIONAZ

Anche i lavoratori della vigilanza privata hanno il nuovo contratto di lavoro. Dopo 9 mesi di trattative, nei quali sono state effettuate 3 giornate di sciopero è stata raggiunta l'ipotesi di accordo che dovrà comunque essere vagliata dalle maestranze nelle varie assemblee già programmate. Nella nostra Regione, questo rinnovo interessa circa 100 lavoratori. L'intesa è stata raggiunta il 16/12/90 ed entrerà in vigore il 1 Gennaio 91 con scadenza il 30 Giugno 94.

L'orientamento generale dell'ultima tornata di rinnovi contrattuali, per quanto riguarda la dilatazione della durata, ha interessato anche questo settore, sebbene resti fermo l'impegno tra le parti di 'apertura' delle trattative ai 6 mesi antecedenti la scadenza naturale del contratto.

Nella piattaforma presentata parte delle richieste avevano come orientamento l'obiettivo di affrontare un insieme di questioni riguardanti il miglioramento della qualità di vita dei lavoratori, cercando di stabilire un orario settimanale con turnazioni meno pesanti e più regolamentate. Attualmente, infatti, i lavoratori svolgono orari di lavoro molto intensi e difficilmente riducibili viste le esigenze del

settore e la macchinosità, in termini di tempo, per eventuali assunzioni. Un problema che ci si pone è infatti relativo allo snellimento delle stesse.

Un miglioramento della situazione lo si avrà a partire dal 1/1/93, con l'applicazione del nuovo orario di lavoro 6+2 (6 giorni di lavoro consecutivi, +1 di riposo, +1 di permesso). L'applicabilità di tale meccanismo dovrà essere vista a livello territoriale per una soluzione e una gestione dei problemi organizzativi che tale complesso sistema innovativo porta nell'organizzazione dei servizi.

Per quanto riguarda l'inquadramento ci sarà l'eliminazione del 6 livello che rimarrà solamente come base parametrica. Una riduzione di 12 mesi per i passaggi automatici, portata dai 36 ai 24 mesi, di permanenza al 5 livello per il personale tecnico-operativo, con successivo passaggio al 4.

Passando dalla parte normativa a quella salariale troviamo alcune novità:

SALARIO

- Incremento a regime su paga base riparametrata al 4 livello di L. 230.000, con le seguenti scadenze:

dal 1/1/91 L. 80.000
dal 1/3/92 L. 75.000
dal 1/4/93 L. 75.000

UNA TANTUM

- Per il periodo vacanza contrattuale verrà erogato l'importo di L. 600.000 frazionato nel seguente modo:

Febbraio 91 L. 120.000
Marzo 91 L. 120.000
Aprile 91 L. 120.000
Maggio 91 L. 120.000
Giugno 91 L. 120.000

INDENNITA DOMENICALE

- Dal 1/1/91 per il personale tecnico-operativo che presta lavoro nelle Domeniche, avrà l'incremento sulla quota oraria di L. 600, che diventeranno L. 650 dal 1/1/93, tale maggiorazione diventerà retribuzione di fatto.

SCATTI DI ANZIANITA

- Aumento per ogni scatto maturato a partire dal 1/1/92 di L.1.000, con riapertura di carriera per chi ha raggiunto il numero massimo previsto di 6 scatti.

INDENNITA DI LAVORO NOTTURNO

- Aumento di L. 800 passando dalle 4.700 alle 5.500, per ogni giorno di effettiva presenza per il personale tecnico-operativo che svolge servizio notturno.

INTEGRATIVO AZIENDALE

- Congelamento fino al 30/4/92.

Dovendo dare un parere sull'accordo, questo non può che essere positivo in quanto il raggiungimento del doppio riposo è sicuramente un traguardo che consente un salto di qualità nella vita lavorativa. Con questa nuova introduzione, con l'aggiunta di una giornata di ferie si è operata una riduzione annua pari a 16 ore complessive.

Un altro traguardo di notevole importanza politica riguarda il raggruppamento delle controparti con la riunificazione del testo contrattuale denominato come Confcommercio. Il risultato del nuovo contratto è positivo anche per gli incrementi salariali che mediamente ammontano a circa 270.000 L., tenendo conto anche dei vari istituti (scatti, disagio notturno, indennità domenicale).

SALARIO UNICO NAZIONALE VIGILANZA (paga base tabellare conglobata)

		Importo mensile		
livelli	parametri	1/1/1991	1/3/1992	1/5/1993
Quadro	270	1.070.000	1.215.000	1.360.000
I° S	240	951.000	1.080.000	1.209.000
I°	220	872.000	990.000	1.108.000
II°	200	793.000	900.000	1.007.000
III° S	183	725.000	823.000	922.000
III°	168	666.000	756.000	846.000
IV° S	153	606.000	688.000	770.000
IV°	140	555.000	630.000	705.000
V°	126	499.000	567.000	634.000
VI°	100	396.000	450.000	504.000

salvaguardia ambientale. Anche se a forza di informazioni contrastanti il 'cittadino del mondo' rischia di non connettere più. E' il caso del buco nell'ozono e del conseguente effetto serra. Per alcuni questo significherebbe l'accrescimento delle zone desertiche. Per altri potrebbe non essere cosa così negativa dal momento che l'aumento della temperatura determinerebbe un clima maggiormente piovoso per il ciclo variato dell'evaporazione delle acque, consentendo addirittura di coltivare zone attualmente desertiche. Noi mortali possiamo solo aspettare mettendoci il cuore in pace. Se ci occupiamo dei fatti di casa nostra va ricordato che l'an-

no 1990 ci ha riservato un giugno particolarmente 'caldo' con il famoso 'ribaltone' del 6 giugno che, per varie ragioni, ha persino interrotto le classiche vacanze estive. L'autunno ha visto occupare i banchi dell'opposizione ad una U.V. agguerrita e decisa a fare opposizione. Altro argomento che ha intriga- to e fatto discutere sono stati i Giochi Olimpici in Valle. Da buon valdostano sono per una Valle d'Aosta moderna ed a dimensione umana. E' bene che ci sia una promozione turistica che preveda occupazione per tutto l'arco dell'anno. Bisognerebbe ricordarsi che non ci sono solo gli amanti della neve e sarebbe quindi il caso di armarsi di badili per pulire

e rendere agevoli i bei sentieri della Valle. Non sempre ci rendiamo conto che il turista del 2000 non è alla ricerca di luoghi super affollati e invivibili. Egli intende spendere i suoi soldi alla ricerca di oasi di pace e di tranquillità nelle quali immergersi, sia pure per periodi di tempo brevi. Parlare di vacanze immerse nella natura non significa ritorno totale alle origini ed assenza di confort, ma vita tranquilla, pacifica, non stressante ed allietata dalle comodità del caso. Sarebbe meglio pubblicizzare la Valle d'Aosta, piuttosto che con i Giochi Olimpici, con l'immagine di un posto dove è possibile immergersi nei boschi, nei monti, nella natura. Nel mezzo della

discussione sulle Olimpiadi, nel dicembre 1990, ci si è anche messa la neve con la conseguente emergenza che ha paralizzato per alcuni giorni la Valle. Eh sì la neve in Valle d'Aosta non era prevedibile. Se il buongiorno si vede dal mattino bisogna ammettere che quella 'storica' nevicata ha dato un buon contributo per dire addio alle Olimpiadi. Gli astrologhi avevano previsto, per quest'anno, ristrettezze economiche e sacrifici per tutti. Se così sarà, per noi pensionati non sarà la prima volta che accade. Siamo già sopravvissuti altre volte, i sacrifici possono essere superati. L'importante è avere degli ideali e la speranza, sempre presente, che il mondo diventi migliore.

SCADUTO IL CONTRATTO DEI REGIONALI

E scaduto il 31 dicembre 1990 in contratto dei regionali. Le OO.SS. stanno preparando la bozza per il rinnovo riguardante il triennio 1991 - 1993.

L'ipotesi di piattaforma è in fase avanzata e oltre alla parte economica si intendono regolamentare aspetti che riguardano l'informazione, l'orario flessibile, la copertura assicurativa. Verranno proposte forme di tutela per i dipendenti portatori di handicap e di particolari condizioni psico-fisiche, saranno introdotte norme di regolamentazione per le assunzioni dei lavoratori invalidi e del tempo determinato. Saranno contemplati, nella piattaforma contrattuale anche il patrocinio legale, i permessi per i dipendenti chiamati a ricoprire cariche elettive, i permessi sindacali, i trasferimenti, le consulenze, i diritti per le lavoratrici madri e le modalità dei concorsi. Un nuovo obiettivo è anche quello di collegare l'organizzazione del lavoro, la produttività e l'efficienza dei servizi ad un fondo economico che eroghi compensi al conseguimento dei risultati prestabiliti.

Questo ultimo argomento è di notevole importanza per quanto riguarda l'organizzazione dell'Amministrazione regionale, anche in considerazione della proposta di ampliamento della pianta organica che prevede uno sviluppo vicino alle 400 unità.

Nel frattempo le Organizzazioni Sindacali hanno definito, con l'Amministrazione regionale, il regolamento per l'attuazione del part-time rendendone possibile l'applicazione. Sono anche stati definiti gli accordi per lo straordinario dei livelli funzionali, dei dirigenti e dei vice dirigenti, nonché quelli riguardanti il diritto allo studio e l'applicazione delle 36 ore settimanali per il personale dirigente.

Non appena sarà conclusa la preparazione della bozza contrattuale si effettueranno le assemblee con tutto il personale interessato. Se, e quando, l'ipotesi di piattaforma sarà approvata essa verrà presentata all'Amministrazione regionale per iniziare il confronto contrattuale.

Contratto enti locali

Trattativa decentrata

DI LINO GRIGOLETTO

Il contratto dei lavoratori degli Enti Locali (comuni e loro consorzi, comunità montane) è stato pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale della Repubblica del 19.11.1990.

Da poco però gli Enti hanno iniziato a recepire il DPR e per la maggioranza di essi il provvedimento non è ancora stato preso.

In questo periodo, però, il SAVT-Enti Locali non ha perso tempo ed ha elaborato - assieme alle altre OO.SS. - una ipotesi unitaria di piattaforma per la contrattazione regionale del contratto nazionale. Infatti il nuovo contratto (DPR nr. 333, del 3/8/90) prevede che diversi aspetti vengano definiti compiutamente tramite la contrattazione decentrata.

Su questo aspetto, non abbiamo voluto perdere il treno e così è stata elaborata, per la prima volta nella giovane vita sindacale della categoria, una piattaforma unitaria da portare in trattativa all'ANCI - Sez. Valle d'Aosta. La piattaforma è stata oggetto di un'ampia e articolata discussione e verifica da parte dei Direttivi di categoria convocati unitariamente in apposite riunioni in data 19 febbraio e 4 marzo u.s. L'assemblea unitaria dei Direttivi di categoria ha valutato positivamente il lavoro svolto dalle segreterie ed ha prodotto un documento finale che riportiamo a parte.

L'ipotesi unitaria di piattaforma per la contrattazione regionale è un documento di ampio respiro, con il quale si intende 'capire' e far 'applicare' meglio il contratto di lavoro. In essa non si parla molto di problemi economici dato che questi non possono, per legge, essere integrati, ma si è cercato di chiedere e sollecitare l'applicazione di diversi altri aspetti del contratto che sono altrettanto qualificanti ma che, di fatto, non vengono presi in considerazione dagli Enti.

Se la piattaforma unitaria venisse recepita dall'ANCI - Sez. Valle d'Aosta - significherebbe un passo importante verso la piena applicazione del contratto, sarebbe il segno di una nuova cultura che sta trovando spazio anche tra gli Amministratori dei nostri Enti.

I punti principali della piattaforma per la contrattazione regionale sono:

1) Rapporti Amministrazione-cittadino. Nello spirito di assicurare condizioni di massima trasparenza, di dialogo e di sicurezza nel rapporto con gli utenti, le OO.SS. chiedono che gli Enti inseriscano negli Statuti, che devono predi-

sporre ai sensi della Legge 142/90, delle norme concrete per poter realizzare tali principi.

2) Norme di garanzia dei servizi essenziali.

La Legge nr. 146/90 disciplina già i principi generali a garanzia del mantenimento di standard minimo in occasione degli scioperi.

Il DPR 333/90 prevede una specifica casistica, tempi e modi per l'effettuazione dello sciopero.

Nella piattaforma si prevede che in caso di sciopero 'lo standard quantitativo dei servizi da garantire non potrà essere superiore al servizio minimo assicurato negli Enti nei giorni festivi'.

3) Osservatorio regionale sulla contrattazione.

Struttura di nuova istituzione che avrebbe il compito di verificare lo stato di applicazione dei contratti, di raccolta e analisi dei dati relativi al mercato del lavoro negli Enti del comparto ed, inoltre, dovrebbe servire come istanza intermedia di raffreddamento dei conflitti.

4) Formazione e ricalificazione - arricchimento professionale.

Per dare una risposta concreta e operativa a tali aspetti, si è pensato di impegnare la Regione affinché provveda a compiti di programmazione e coordinamento, con la partecipazione degli Enti del comparto e coinvolgendo l'Agenzia del Lavoro.

E' assolutamente necessario che gli Enti prevedano dei momenti di formazione e aggiornamento del personale in modo da renderlo sempre più professionalizzato.

5) Igiene e sicurezza dei luoghi di lavoro e tutela della salute.

La salute non ha prezzo e dobbiamo in tutti i modi cercare di fare rispettare questo punto importante del contratto. Le OO.SS. chiedono che i lavoratori delle aree tecnico-manutentive, di vigilanza, informatica e socio-sanitaria siano dotati di libretto sanitario personale e vengano sottoposti a visita di controllo almeno ogni due anni, salvo nei casi in cui leggi apposite prevedano il controllo in periodi inferiori.

Le visite devono essere svolte in orario di servizio, senza spese per i lavoratori.

6) Copertura assicurativa per l'uso di automezzi propri.

Premesso che l'uso dell'automezzo proprio per esigenze di servizio deve prevedersi solo in casi eccezionali e non quale esigenza abituale degli Enti, gli stessi devono garantire da subito una idonea copertura assicurativa, senza oneri aggiuntivi per i dipen-

enti. Idonea copertura deve essere garantita anche per i mezzi di proprietà dell'Amministrazione.

7) Ordinamento professionale.

Gli Enti dovranno prevedere la riorganizzazione dell'ordinamento professionale in applicazione dell'art. 33 del contratto.

Per fare ciò il Sindacato propone una scaletta operativa per un chiaro e definitivo assetto delle Piante Organiche.

8) Indennità di funzione ai dirigenti.

Considerato che il contratto prevede nuovi meccanismi per l'attribuzione dell'indennità di funzione ai dirigenti, si conviene che agli stessi venga comunque garantita la tutela del salario in godimento, per l'esercizio delle funzioni, ed un incremento adeguato alle stesse.

Altri argomenti della piattaforma unitaria riguardano: applicazione del fondo per il miglioramento dell'efficienza dei servizi (fondo dal quale sarà prelevata anche la produttività); criteri per la assegnazione del livello economico differenziato (I.e.d.); nuovo meccanismo che regola le relazioni sindacali; personale degli asili nido e addetto all'assistenza domiciliare; applicazione del part-time; piano occupazionale; pari opportunità; tutela dei lavoratori in particolari condizioni (disabili, disturbi psico-fisici).

Gli argomenti previsti nella ipotesi di piattaforma saranno ancora dibattuti con i lavoratori in apposite Assemblee che saranno indette unitariamente entro la fine del mese. Intanto inizierà la trattativa con l'ANCI - Sez. Valle d'Aosta.

Il SAVT-EE.LL. invita tutti i lavoratori a sollecitare le Amministrazioni per una completa e rapida applicazione del contratto.

ORDINE DEL GIORNO DIRETTIVO UNITARIO

Il Direttivo unitario degli Enti Locali - FP/CGIL-SAL/CSL - EE.LL.SAVT e EE.LL./UIL - riunito a Gignod in data odierna per discutere le materie demandate alla contrattazione decentrata del Contratto Nazionale di lavoro DPR 333/90 - dopo ampio dibattito approva all'Unanimità la piattaforma unitaria, integrata dalle osservazioni del dibattito.

Il direttivo unitario

CHIEDE

l'avvio immediato della contrattazione decentrata con la Regione e con l'ANCI per la completa applicazione del contratto di lavoro,

SOLLECITA

tutti gli Enti Locali ad assumere i provvedimenti deliberativi di recepimento del contratto di lavoro per quanto riguarda gli aumenti salariali, le indennità, gli arretrati a conguaglio di tutte le spettanze economiche,

IMPEGNA

le Organizzazioni Sindacali regionali di categoria ad indire assemblee tra i lavoratori degli Enti Locali in merito alle tematiche del contratto di lavoro.

Gignod, 19.02.1991

NOUVEAUX HORAIRES DE LA BIBLIOTHEQUE REGIONALE

A partir du 1 février la Bibliothèque Régionale prolongera son horaire d'ouverture au public de 44 à 50 heures par semaine. Les nouveaux horaires de la Bibliothèque seront les suivants:

Lundi: Ferme
Mardi: 9h-19h.
Mercredi: 9h-19h.
Jeudi: 9h-19h.
Vendredi: 9h-19h.
Samedi: 9h-19h.

SUL PROSSIMO NUMERO

La crisi della Sadea di Verrès

Il punto sulla situazione Cogne dopo gli ultimi incontri

Orari e sedi di consulenza per le dichiarazioni dei redditi

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;

- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser;

- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;

- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;

- la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;

- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Le Réveil Social

MENSUEL

Organe de Presse du SAVT

Rédaction:

SAVT - 2 Pl. Manzetti
Tél. 0165/44336

Aut. Tribunal d'Aoste n. 15 du 9/12/1982

Imprimerie:

«Arti Grafiche Duc»
73, av. Btg d'Aoste
11100 Aoste
Tél. 0165/41147

Directeur responsable:

Ezio Donzel

Rédacteur:

Ennio Pastoret

Ont collaboré à la réalisation de ce numéro:

P. Bioley
F. Curtaz
L. Grigoletto
D. Bionaz

Nous remercions les Messieurs B. Albertinelli, R. Borbey, E. Paulon pour les interviews.